

Débat d'orientations budgétaires 2021

Débat d'orientations Budgétaires 2021

- ▷ L'article 11 de la loi du 6 février 1992 et l'article L.2312-1 du CGCT disposent qu'un débat doit avoir lieu sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédent celui-ci.
- ▷ Ce débat permet à l'assemblée délibérante :
 - De discuter des orientation budgétaires qui seront affichées dans le budget primitif ;
 - D'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.
- ▷ Le Rapport d'orientations Budgétaires (ROB) est un document préparatoire contenant des données synthétiques sur la situation financière de la Communauté de Communes et a été établi pour servir de support au débat.
- ▷ Une délibération spécifique atteste de la tenue du débat.

Le contexte national et international

- ▷ À l'image de l'année 2020, l'économie mondiale devrait être fortement impactée en 2021 par la pandémie de COVID-19 et la crise sanitaire qui en découle. Le contexte actuel est plus que jamais synonyme d'incertitudes. Les projections macroéconomiques varient selon les hypothèses (plus ou moins optimistes) relatives à l'évolution du virus.
- ▷ Au niveau de la Zone Euro, la BCE a réagi par plusieurs plans & programmes mais également par une politique de taux d'intérêt très faibles afin de permettre le financement des plans de relance.
- ▷ À l'échelle de la France, les mesures de protection prises par le gouvernement ont eu et auront de lourdes conséquences pour l'activité économique (certains secteurs sont plus particulièrement touchés). Les effets ont été immédiats (sur l'évolution 2020 du PIB) et se concrétiseront également dans les mois à venir.



Le contexte national

CROISSANCE

Prévision 2021 → +5%
Estimation 2020 → -9%

INFLATION

Prévision 2020 → 0,5%
Estimation 2019 → 0,5%

CHÔMAGE

Prévision 2021 → 10,7%
Estimation 2020 → 8,5%



Source : Banque de France « Projections macroéconomiques – décembre 2020 »

Focus sur la Loi de Finances 2021

Plan de relance, les mesures ayant un impact sur les collectivités :

- ▷ **Rénovation thermique** : l'État prévoit d'investir à hauteur de 4 milliards d'€ à travers la DETR, la DSIL et d'autres dotations spécifiques.
- ▷ **Soutien à l'économie circulaire et traitement des déchets** à hauteur de 500 millions d'€ (via l'ADEME).
- ▷ **Infrastructures et transports** : l'État a fléché 1,2 milliards d'€ pour les « mobilités du quotidien », 4,7 milliards d'€ pour le ferroviaire et 550 millions d'€ pour les travaux d'infrastructures.
- ▷ **Fiscalité locale** à travers la baisse des impôts de production (c'est-à-dire CFE, CVAE et TFB).

Focus sur la Loi de Finances 2021

Les dotations

- ▷ Stabilité de la DGF à hauteur de 26,756 milliards d'€
- ▷ Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 M€
- ▷ Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 M€
- ▷ Automatisation du fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

La péréquation verticale

- ▷ 220 M€ de hausse de péréquation verticale en 2021 et financée intégralement au sein de la DGF. Dont +30 M€ sur la dotation d'intercommunalité
- ▷ Réforme à venir en 2022 sur les indicateurs financiers utilisés pour les calculs de dotations et fonds de péréquation (en raison de la nouvelle composition des ressources des collectivités).

Focus sur la Loi de Finances 2021

La fiscalité locale

- ▷ Baisse des impôts de production à hauteur de 10 milliards d'€ (baisse du taux de CVAE, baisse du plafonnement de contribution économique territoriale [CET], révision des valeurs locatives sur les locaux industriels).
- ▷ Poursuite de la réforme de la taxe d'habitation (TH) : les 20% de contribuables restant assujettis obtiendront un dégrèvement de 30% en 2021 (suppression définitive de la TH sur les résidences principales en 2023).
- ▷ Compensation de la perte de TH par une fraction de TVA pour les EPCI. À partir de 2022, celle-ci sera opérée sur la TVA de l'année en cours au lieu d'un versement calculé sur n-1 comme le prévoyait la loi de Finances 2020.
- ▷ En 2021, le coefficient de revalorisation des bases s'élèvera à seulement 0,2% contre 1,2% en 2020 (calcul indexé sur l'inflation).



7

Focus sur la réforme de la Taxe d'Habitation (Présentation Finance Active)



Zoom sur le pouvoir fiscal du bloc communal à horizon 2023

| Action sur | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-------------------------|------|------|------|-----------------|------|
| Taux de TH | ✓ | ✗ | | | |
| Abattements TH | ✓ | ✗ | | Plus applicable | |
| Taux de THRS, TLV, THLV | ✓ | ✗ | ✗ | ✗ | ✓ |
| Taux GEMAPI | ✓ | ✗ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Taux de TFPB | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |
| Abattements TFPB | ✓ | ✓ | ✗ | ✓ | ✓ |
| Exonération et VL TFPB | ✓ | ✓ | ✗ | ✓ | ✓ |

FinanceActive/

4



9

Mesures de compensation pour les EPCI, les départements et les régions

Détail des mesures compensatoires par strate de collectivités

| EPCI & Ville de Paris | Départements | Régions |
|---|---|-------------------------------|
| Recettes à compenser | | |
| TH sur les résidences principales | TFPB affectée aux communes | Frais de gestion liés à la TH |
| Nouvelles recettes | | |
| Fraction de TVA (via le compte d'avance aux collectivités territoriales) | Fraction de TVA (via le compte d'avance aux collectivités territoriales) | Dotation budgétaire de l'Etat |

Source : PLF 2020

FinanceActive/

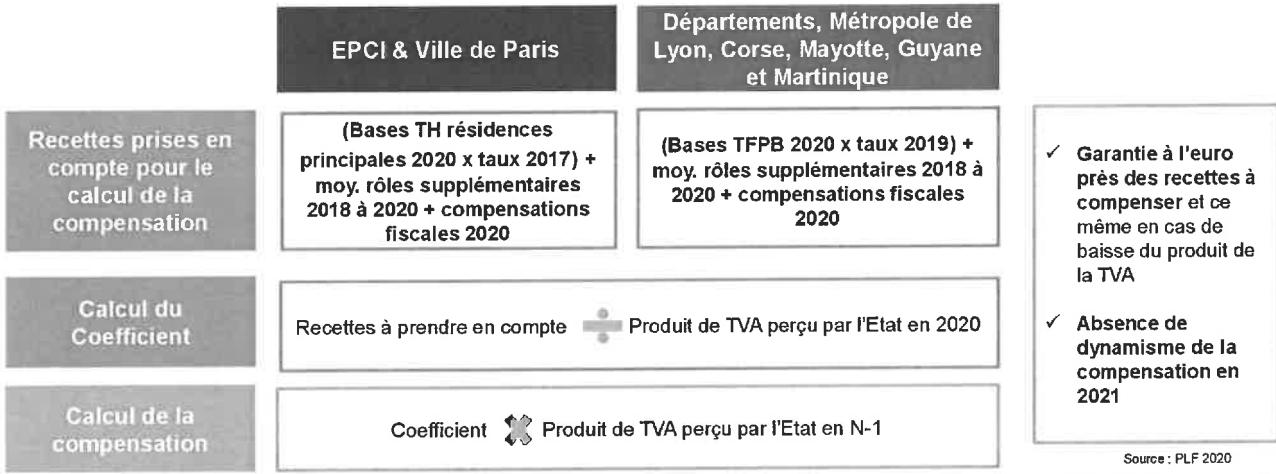
5



10

Compensation TVA : quelles modalités de calcul ?

Détail du calcul de fraction de TVA à verser par l'Etat à partir de 2021



FinanceActive/

6



11

Exemple de calcul de la compensation TVA pour un EPCI

Détail du calcul de fraction de TVA à verser par l'Etat à partir de 2021

| EPCI situation 2021 : définition des recettes à compenser | | EPCI situation 2022 : évolution anticipée de la compensation selon les prévisions de croissance | | EPCI situation 2022 : évolution anticipée de la compensation selon les prévisions d'inflation de la BdF | |
|---|-------------|---|--|---|-------------|
| • Bases TH résidences principales 2020 = 54 300 940 | 6 036 834 € | Anticipation d'une croissance de 5% pour 2022, et 2% pour 2023 et au-delà du produit de TVA nationale N-1 | Anticipation d'une croissance de 0,5% pour 2022, 0,8% pour 2023 puis 1%/an au-delà du produit de TVA nationale N-1 | 2022 | 2023 |
| • Taux TH 2017 = 9,95% | | | | 2024 | 2025 |
| • Rôles supplémentaires = 89 293 | | | | 2026 | |
| • Compensations fiscales = 544 597 | | | | | |
| Evolution fraction de TVA | 6 338 676 € | 6 465 449 € | 6 594 758 € | 6 726 653 € | 6 861 186 € |
| Evolution fraction de TVA | 6 067 018 € | 6 115 554 € | 6 176 710 € | 6 238 477 € | 6 300 862 € |

Source : PLF 2020
 7

FinanceActive/



12

Impact pour la CCPBS

- ▷ La réforme est revenue sur le taux de TH en appliquant le taux 2017 (9,95%) aux bases fiscales 2020.
- ▷ Calcul au taux de 2020 (10,45%) :

6 308 338 €

- ▷ Estimation réelle pour 2021 (cf. diapositive précédente) :

6 036 834 €

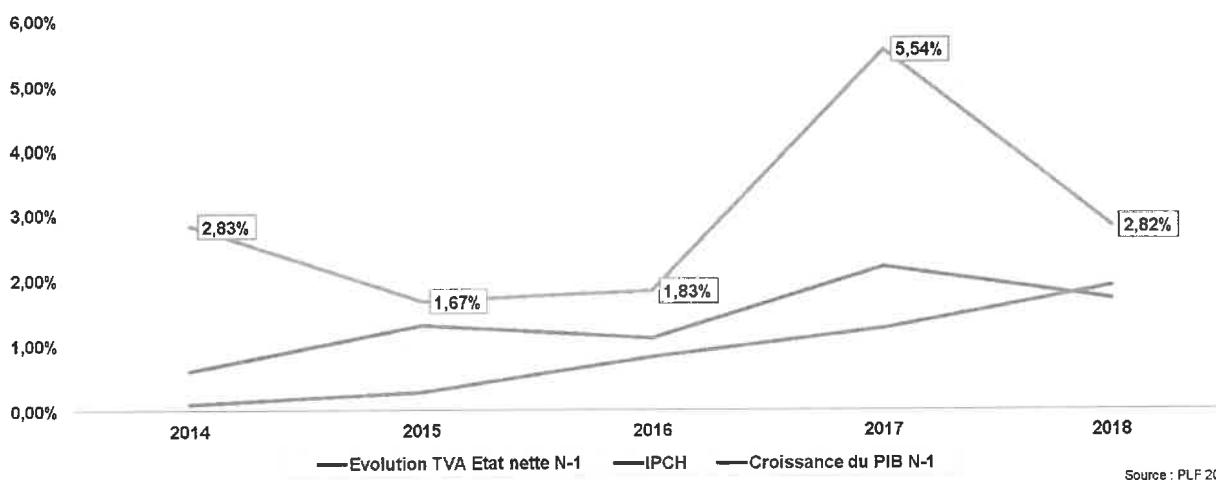
- ▷ Impact de **-271 504 €** de cette révision du taux de TH.



13

La TVA : une ressource a priori dynamique

Inflation, TVA nette perçue par l'Etat et IPC



14

Le contexte financier de la CCPBS

Sommaire :

- 1-L'environnement socio-économique
- 2-Les taux d'imposition
- 3-Le produit des impôts directs et leur répartition
- 4-Le coefficient d'intégration fiscale (CIF)
- 5-La dette
- 6-L'évolution des dépenses & recettes de fonctionnement
- 7-L'évolution du résultat
- 8-L'évolution de l'épargne



15

1. L'environnement socio-économique

- ▷ Une population INSEE de 38 516 habitants au 1^{er} janvier 20 (38 565 au 1^{er} janvier 19 ; 38 688 au 1^{er} janvier 18).
- ▷ 23 646 foyers fiscaux avec un revenu fiscal moyen de 26 159 € dont 55,8% de non-imposables (contre 58,4% pour la moyenne départementale et 59,2% pour la moyenne nationale // 25 375 € de revenu fiscal moyen à l'échelle nationale).
- ▷ 2 667 établissements sont imposés à la cotisation foncière des entreprises (contre 3 016 en 2018). 1 795 établissements sont imposés à la cotisation minimum.
- ▷ 27 258 logements imposés à la TH dont 28,9% de résidences secondaires (contre 17,9% pour la moyenne départementale et 15,3% au niveau national).

Sources : fiche DGF 2020 (population) et fiche AEFF 2019 (autres données)

2. Les taux d'imposition de la CCPBS

Taxe d'habitation
10,45%
(moy dép 10,49%)
(moy rég 10,62%)
(moy nat 8,84%)

Taxe foncière propriétés bâties
0%
(moy dép 1,08%)
(moy rég 1,21%)
(moy nat 3,14%)

Taxe foncière propriétés non-bâties
2,35%
(moy dép 2,38%)
(moy rég 3,87%)
(moy nat 7,86%)

Cotisation foncière des entreprises
24,61%
(moy dép 24,00%)
(moy rég 24,06%)
(moy nat 25,14%)

TEOM
8,62%
(moy dép 9,06%)
(moy rég 9,42%)
(moy nat 11,11%)

Sources : moyennes comparatives issues de la fiche AEFF 2019

17

3. Le produits des impôts directs & répartition

TAXE D'HABITATION
216 €/HAB

150 €/hab au niv départemental
135 €/hab au niv régional
107 €/hab au niv national

CFE
47 €/HAB

58 €/hab au niv départemental
71 €/hab au niv régional
91 €/hab au niv national

TAXE FONCIÈRE SUR PROPRIÉTÉS NON-BÂTIES
1 €/HAB

1 €/hab au niv départemental
2 €/hab au niv régional
5 €/hab au niv national

Nota : le ratio de taxe d'habitation élevé est lié au nombre important de résidences secondaires sur le territoire, ce qui génère un produit plus important rapporté au nombre de résidents à l'année.

Sources : moyennes comparatives issues de la fiche AEFF 2019

18

4. Le coefficient d'intégration fiscal (CIF)

- ▷ Coefficient CCPBS : 0,340430 en 2020 (0,347600 en 2019)
- ▷ CIF moyen de la catégorie : 0,3810299 en 2020 (0,372909 en 2019)
- ▷ Le CIF permet de mesurer l'intégration d'un EPCI au travers du rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire.
- ▷ Il constitue un indicateur des compétences exercées au niveau du groupement. C'est-à-dire que plus les communes auront joué le jeu de l'intercommunalité, plus la DGF sera valorisée.

Sources : fiche DGF 2020

5. La dette de la CCPBS – Budget principal

- ▷ Au 1^{er} janvier 2021, l'encours total de la dette du budget principal est de 2 442 323 € (*état détaillé en annexe A*)
- ▷ Pour l'exercice 2021, le total des remboursement de la dette s'élève à 470 344 €
 - 373 801 € de remboursement de capital sur 2021
 - 96 543 € d'intérêts à payer sur 2021
- ▷ Ratio de désendettement de 1 an
- ▷ L'encours de la dette du Budget principal est de 81 €/hab
 - Moyenne régionale : 141 €/hab
 - Moyenne nationale : 192 €/hab

Sources : moyennes comparatives issues de la fiche AEFF 2019

5. La dette de la CCPBS – annexes

- ▷ Encours de la dette du Budget eau potable (au 01/01/21) [état détaillé en annexe B] :

2 019 214 €

- Annuité de la dette sur le Budget assainissement : 294 135 €
- Remboursement de capital : 248 090 € \\\ intérêts : 46 045 €
- Ratio de désendettement de 1,5 ans

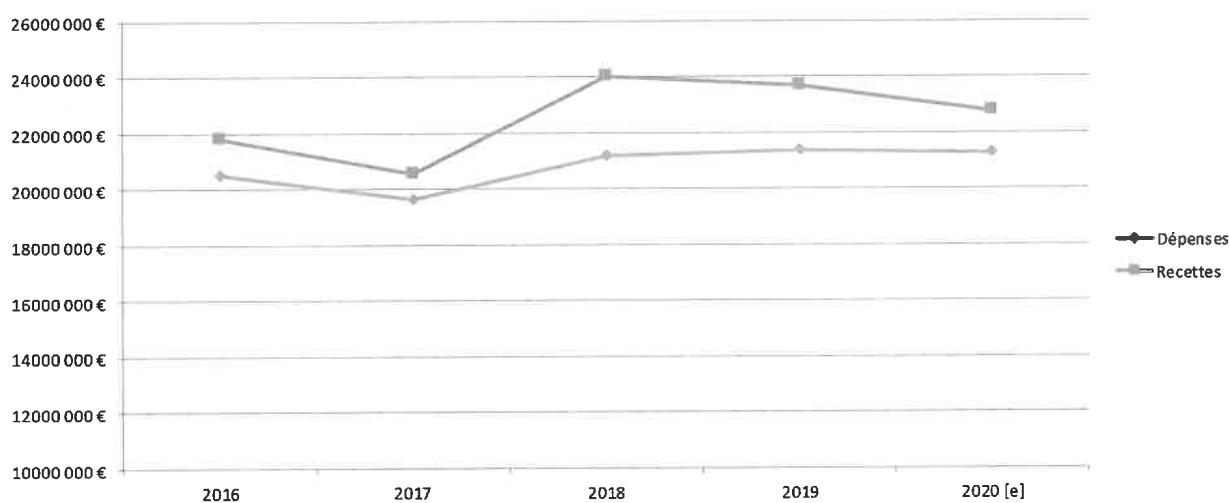
- ▷ Encours de la dette du Budget assainissement (au 01/01/21) [état détaillé en annexe C] :

11 043 248 €

- Annuité de la dette sur le Budget assainissement : 1 337 718 €
- Remboursement de capital : 1 099 118 € \\\ intérêts : 238 600 €
- Ratio de désendettement de 6,5 ans

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement Vue d'ensemble des Comptes Administratifs - Budget principal

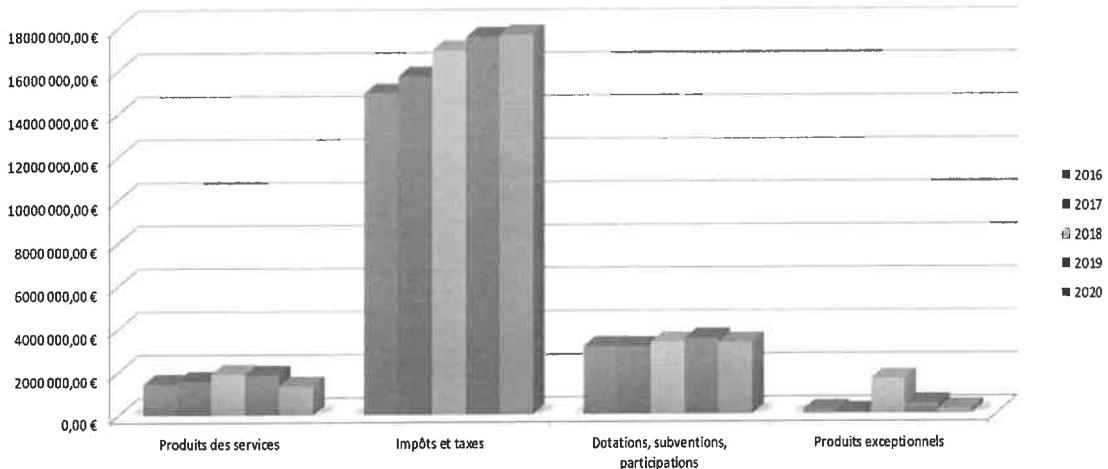
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 [e] |
|----------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dépenses | 20 525 000 € | 19 642 576 € | 21 166 103 € | 21 368 135 € | 21 280 985 € |
| Recettes | 21 788 150 € | 20 554 196 € | 24 003 942 € | 23 675 427 € | 22 784 568 € |



6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble des recettes de fonctionnement

Évolution des recettes réelles de fonctionnement
(Données comptes administratifs 2016 à 2019 & estimation 2020)



- **Chapitre 70 produits des services** : Après un dynamisme sur les exercices 2018 & 2019, les produits des services diminuent de 483 K€ (explications : fermeture d'AQUASUD, moins de redevance spéciale, baisse des ventes de matériaux).
- **Chapitre 73 impôts et taxes** : Les produits fiscaux sont stables (+0,63%) du fait de la revalorisation des bases fiscales. Le détail est présenté dans la diapositive suivante.
- **Chapitre 74 dotations subventions et participations** : 3 344 683 € en 2020 (soit -172 K€ par rapport à 2019). L'évolution s'explique par la baisse des soutiens liés à la collecte des déchets (-156 K€). On note également des décalages dans les subventions liées à la GEMAPI (-95 K€ par rapport à 2019).

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

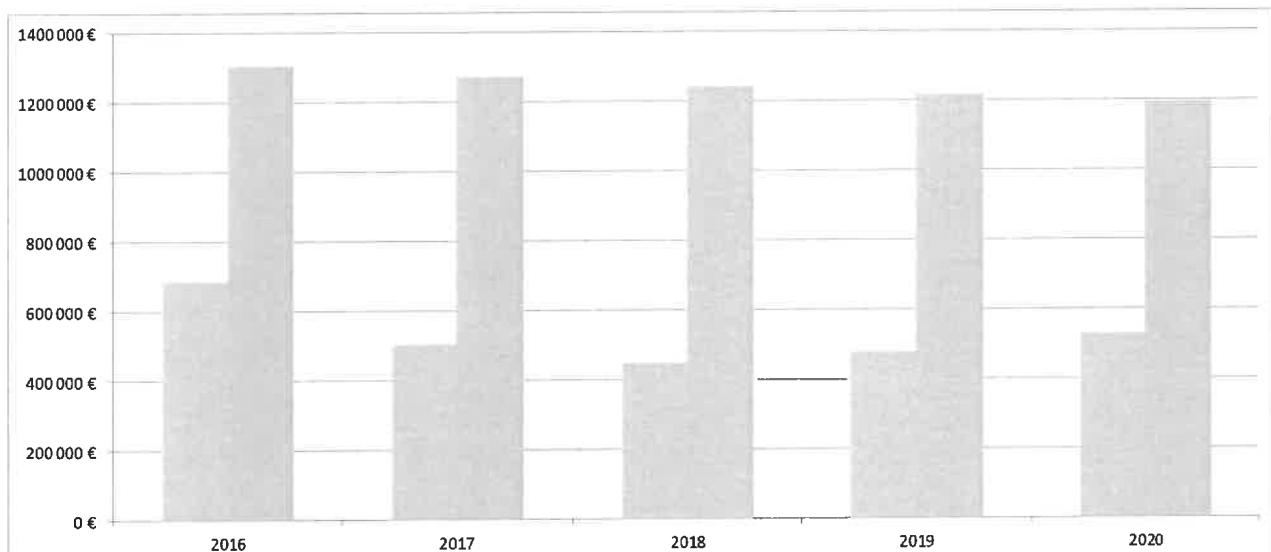
Zoom sur l'évolution des produits fiscaux

| | 2018 | 2019 | Variation 2018-2019 | 2020 | Variation 2019-2020 |
|------------------------------|---------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|
| CFE | 1 793 403 € | 1 783 309 € | -10 094 € -0,56% | 1 830 785 € | +47 476 € +2,66% |
| CVAE | 958 901 € | 974 249 € | +15 348 € +1,60% | 1 086 895 € | +112 646 € +11,56% |
| TASCOM | 1 017 619 € | 597 883 € | -419 736 € -41,25% | 606 218 € | +8 335 € +1,39% |
| IFER | 102 970 € | 108 773 € | +5 803 € +5,64% | 113 149 € | +4 376 € +4,02% |
| TH & TF-NB | 8 031 404 € | 8 241 523 € | +210 119 € +2,62% | 8 324 986 € | +83 463 € +1,01% |
| TEOM | 4 500 730 € | 4 658 282 € | +157 552 € +3,50% | 4 766 374 € | +108 092 € +2,32% |
| Taxe de séjour | 320 048 € | 553 251 € | +233 203 € +72,87% | 563 807 € | +10 556 € +1,91% |
| TOTAL Chapitre 73 | 16 924 131 € | 17 532 612 € | +608 481 € +3,60% | 17 643 085 € | +110 473 € +0,63% |

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

Zoom sur l'évolution des dotations de l'État

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Dotation d'intercommunalité | 685 436 € | 503 736 € | 448 088 € | 477 384 € | 527 302 € |
| Dotation de compensation | 1 304 741 € | 1 268 486 € | 1 241 998 € | 1 213 480 € | 1 191 294 € |

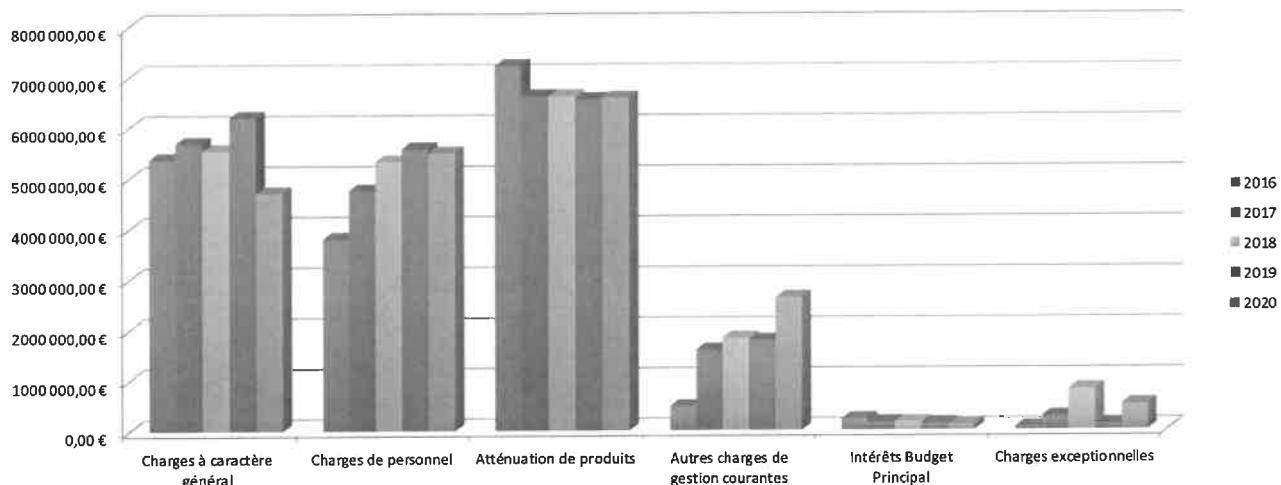


6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

Vue d'ensemble des dépenses de fonctionnement - Budget principal

Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

(Données comptes administratifs 2016 à 2019 & estimation 2020)



- **Chapitre 011 :** Les charges à caractère général sont en baisse de -1,5 M€ en raison du transfert du traitement des déchets à VALCOR, du ralentissement de l'activité liée au COVID-19 et de non-reconduction de charges de 2019 (exemple : études, travaux en régie, candidature JO).
- **Chapitre 012 :** Les charges de personnel diminuent de 82 K€ (soit -1,48%) par rapport à 2019. Cette évolution s'explique par la réduction du recours aux contractuels en lien avec la période de confinement et la fermeture d'AQUASUD.
- **Chapitre 65 :** Les charges de gestion courante augmentent de 841 K€ (soit +47,22%) par rapport à 2019. Cela s'explique notamment par la contribution à VALCOR en contrepartie du transfert du traitement des déchets (transfert de charges du chapitre 011 vers le chapitre 65).

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement Structure des effectifs au 31 décembre 2020

Envoyé en préfecture le 02/03/2021

Reçu en préfecture le 02/03/2021

Affiché le

ID : 029-242900702-20210218-C_2021_02_18_07-DE

| | | |
|--|-----|---------|
| Fonctionnaires (titulaires et stagiaires) | 118 | 79,19% |
| Non titulaires occupant un emploi permanent | 14 | 9,40% |
| Autres agents (n'occupant pas un emploi permanent) | 17 | 11,41% |
| Agents en position d'activité (tous statuts) | 149 | 100,00% |

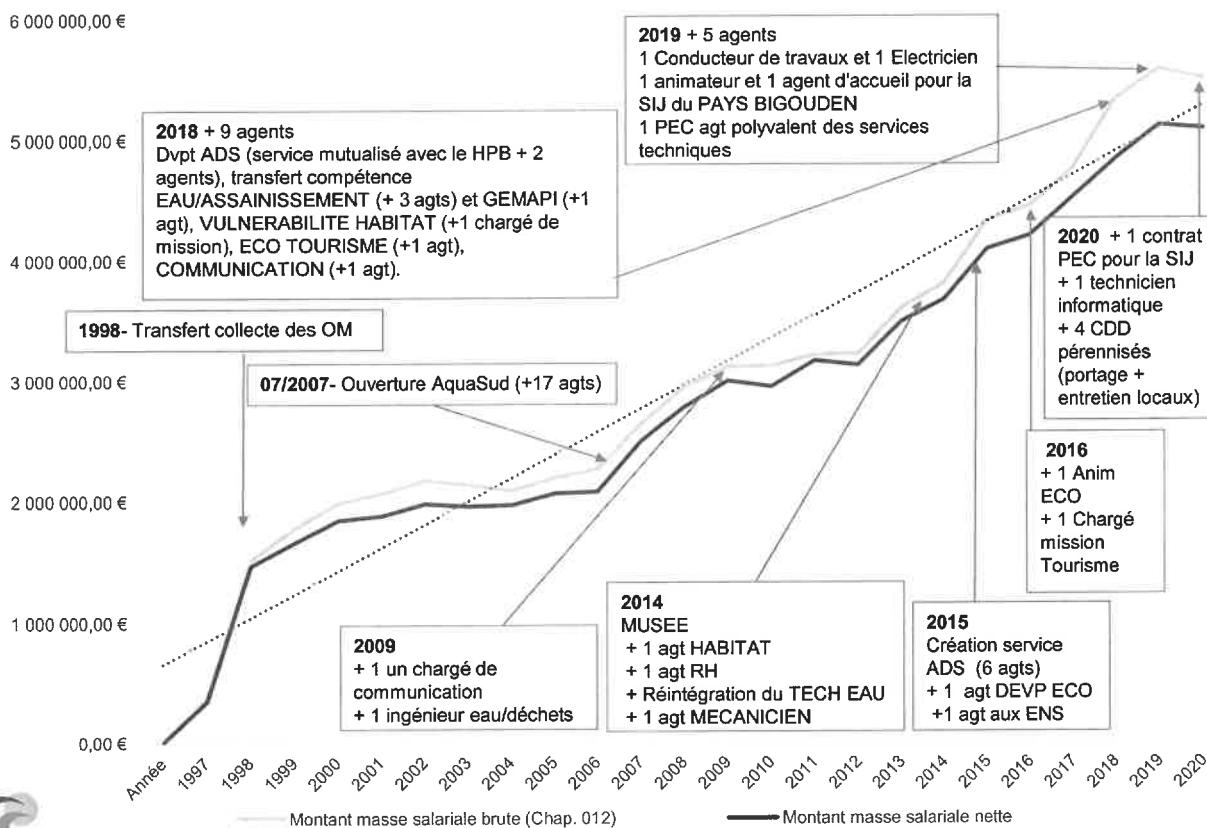
| Femmes | Hommes |
|--------|--------|
| 34,85% | 65,15% |

| | Filière Administrative | Filière Animation | Filière Médico-sociale | Filière Sportive | Filière Technique |
|---|------------------------|-------------------|------------------------|------------------|-------------------|
| F | 74,29% | 75,00% | 100,00% | 28,57% | 17,65% |
| H | 25,71% | 25,00% | 0,00% | 71,43% | 82,35% |



27

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement Zoom sur l'évolution de la masse salariale du Budget Principal



28

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

Zoom sur la fonction 812 – Collecte et traitement des déchets

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Dépenses | 6 840 101 € | 7 427 711 € | 6 977 725 € | 6 624 637 € |
| Chap 011 - Charges générales | 4 567 830 € | 4 446 635 € | 4 644 242 € | 3 414 056 € |
| Chap 012 - Charges personnel | 2 250 522 € | 2 187 171 € | 2 304 344 € | 2 299 879 € |
| Chap 014 - Atténuation produits | | | | 5 159 € |
| Chap 65 - Charges gestion courante | 9 389 € | 23 222 € | 10 232 € | 847 752 € |
| Chap 67 - Charges exceptionnelles | 12 360 € | 770 683 € | 18 908 € | 57 791 € |
| Recettes | 5 873 063 € | 7 816 041 € | 6 716 023 € | 6 159 737 € |
| Chap 013 - Atténuation charges | 57 938 € | 36 533 € | 63 204 € | 52 777 € |
| Chap 042 - Valorisation travaux régie | | 11 567 € | 16 129 € | |
| Chap 70 - Produits des services | 940 769 € | 869 253 € | 813 837 € | 580 320 € |
| Chap 73 - Impôts et taxes | 4 146 398 € | 4 500 730 € | 4 658 282 € | 4 766 374 € |
| Chap 74 - Dotations participations | 704 349 € | 795 212 € | 819 385 € | 671 774 € |
| Chap 75 - Produits gestion courante | | 1 200 € | 8 431 € | 2 700 € |
| Chap 77 - Produits exceptionnels | 23 609 € | 22 594 € | 49 876 € | 85 791 € |
| Chap 78 - Reprises sur provisions | | 1 578 952 € | 286 878 € | |
| Reste à charge | -967 038 € | 388 330 € | -261 702 € | -464 901 € |

Résolution du contentieux de l'usine de Lézinadou en 2018, d'où les reprises sur provisions en 2018 & 2019. Toujours dans le cadre de ce contentieux, le chapitre 67 de 2018 concerne essentiellement l'annulation du titre émis à l'encontre du cabinet BOURGOIS pour 736 642,98 €.



(Pour mémoire augmentation du taux de TEOM en 2018)

29

6. L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

Zoom sur la fonction 812 – Collecte et traitement des déchets

À l'occasion de son DOB 2021 qui s'est tenu le 8 février 2021, VALCOR prévoit une hausse des contributions des collectivités membres à hauteur de +3,30% par an.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Contribution à VALCOR | 835 632 € | 1 726 415 € | 1 783 386 € | 1 842 238 € | 1 903 032 € | 1 965 832 € |
| Coût supplémentaire | | 890 783 € | 56 972 € | 58 852 € | 60 794 € | 62 800 € |
| % augmentation | | 3,30% | 3,30% | 3,30% | 3,30% | 3,30% |

Autres facteurs qui doivent être considérés pour l'évolution financière sur les années à venir :

- Baisse des soutiens financiers perçus au chapitre 74 (CITEO, éco-mobilier, etc.)
- Diminution des recettes liées à la vente des matériaux collectés en déchèterie (baisse des cours des matières)
- Augmentation des prix sur les marchés de traitement des produits collectés en déchèterie
- Investissement à venir pour la couverture des casiers de l'ISDnd (485 000 € en 2021), l'acquisition d'une benne à ordures ménagères (205 000 € en 2021) et le renouvellement de colonnes & conteneurs (60 000 € en 2021)

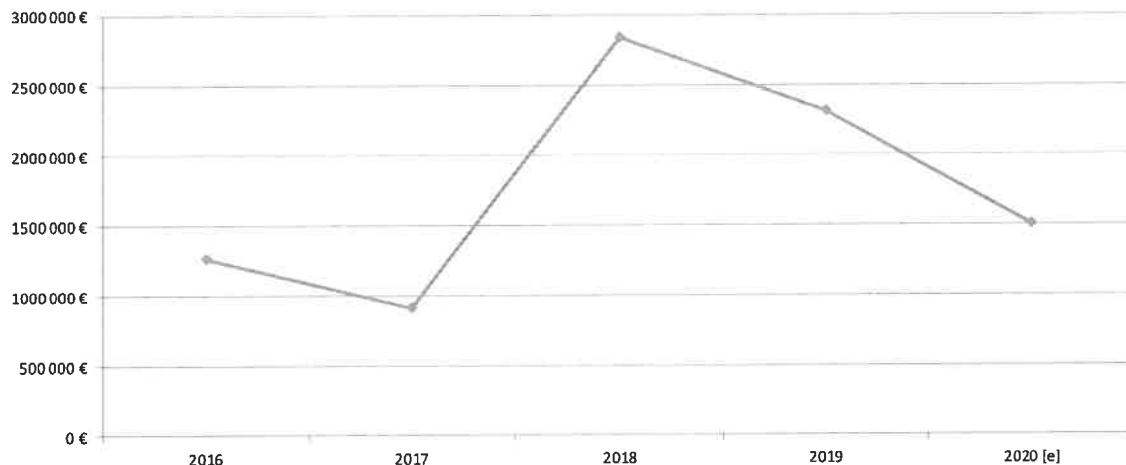


30

7. L'évolution du résultat de fonctionnement

Budget Principal

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 [e] |
|----------|-------------|-----------|-------------|-------------|-------------|
| Résultat | 1 263 150 € | 911 620 € | 2 837 839 € | 2 307 292 € | 1 503 583 € |



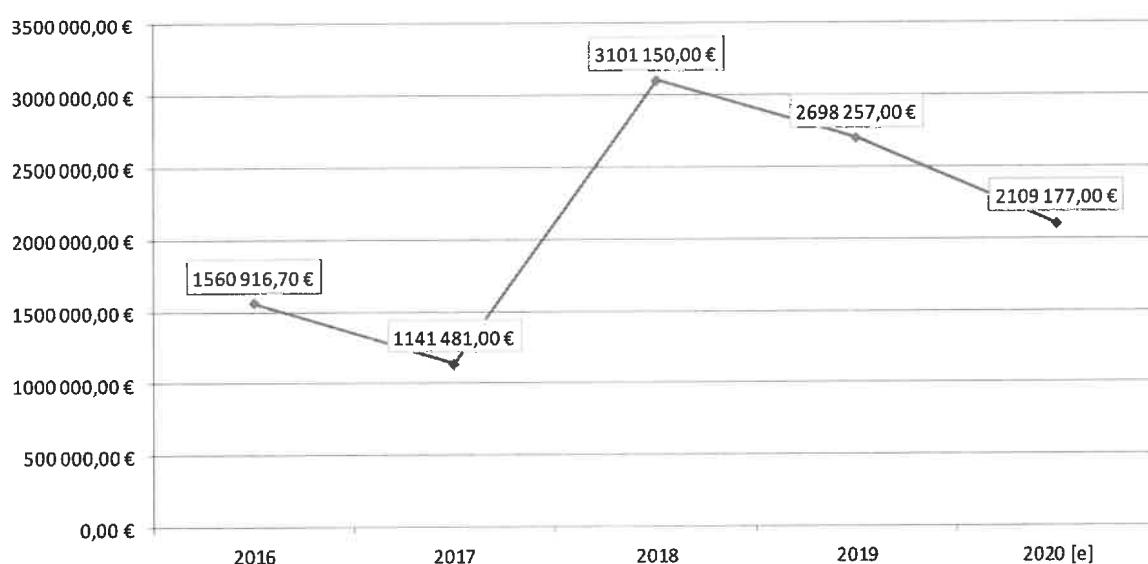
En 2019, le résultat de fonctionnement de 2,3 M€ s'expliquait par le dynamisme des recettes fiscales, des produits des services et la hausse de certaines subventions. Pour 2020, même si les produits sont fortement touchés par le contexte de crise sanitaire, les économies liées au ralentissement de certaines activités permettent de limiter l'impact sur le résultat.

[e] : estimation du réalisé 2020 31

8. L'évolution de l'épargne

Évolution de l'épargne nette (CAF nette)

(Données comptes administratifs 2016 à 2019 & estimation 2020)



8. L'évolution de l'épargne

Zoom sur la formation de l'autofinancement

- ▷ La Capacité d'Autofinancement (CAF) se révèle être un concept central pour l'analyse d'une collectivité locale. Ainsi, l'examen de la CAF va permettre de répondre aux questions suivantes : Est-ce que l'excédent dégagé par la section de fonctionnement permet,
- De couvrir le remboursement en capital des emprunts de la collectivité ?
 - De dégager une ressource susceptible de financer en partie les autres dépenses d'investissement de la collectivité ?

La **CAF brute** est égale aux produits réels de fonctionnement (encaissables) – les charges réelles de fonctionnement (décaissables)

La **CAF nette** est égale à la CAF brute – le remboursement en capital de la dette

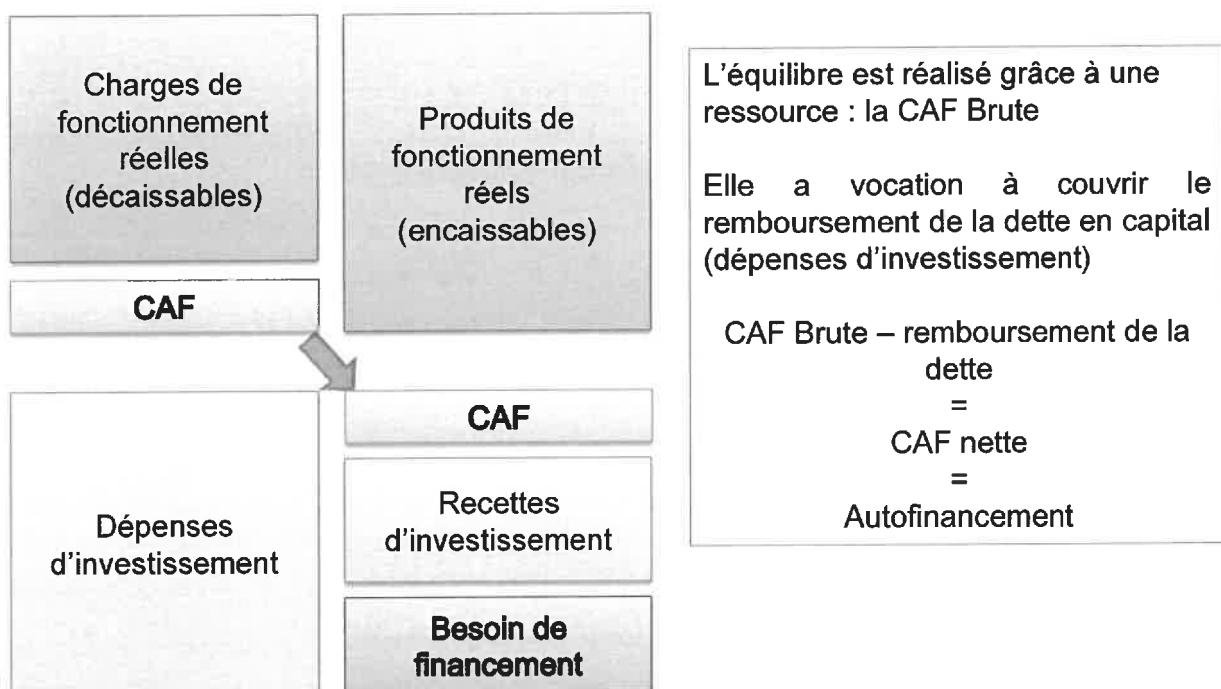


La CAF nette représente donc l'autofinancement de la collectivité

33

8. L'évolution de l'épargne

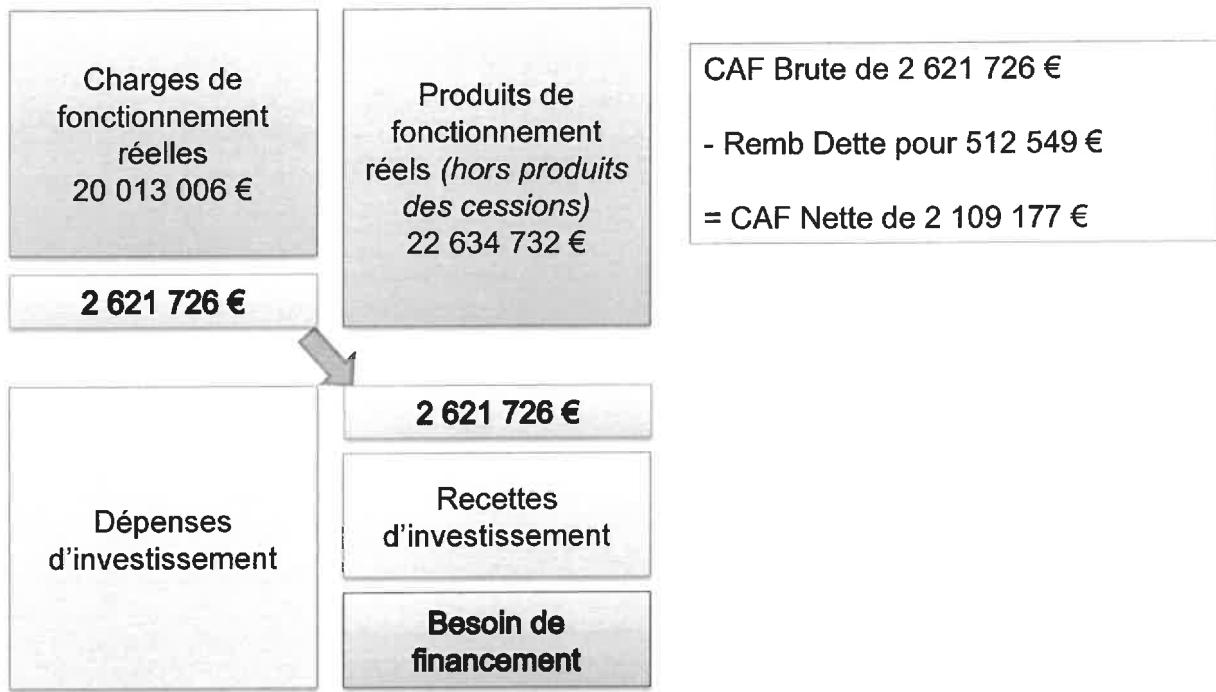
Zoom sur la formation de l'autofinancement



34

8. L'évolution de l'épargne

Zoom sur la formation de l'autofinancement



35

Ratios analytiques

Ratio de rigidité des charges structurelles :

Charges de personnel + contributions obligatoires & participations + charges d'intérêt

Produits de fonctionnements réels (encaissables)

Ce ratio permet de mesurer le poids des charges dites « incompressibles »

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------|------|------|------|------|
| CCPBS | 0,31 | 0,34 | 0,35 | 0,33 |
| Région | 0,42 | 0,40 | 0,42 | 0,39 |
| France | 0,47 | 0,46 | 0,47 | 0,47 |



Source : fiche AEFF 2019

36

Ratios analytiques

Coefficient d'autofinancement courant :

Charges de fonctionnement réelles + remboursement en capital d'emprunts

Produits de fonctionnements réels
(encaissables)

Plus ce ratio est proche de 1, plus la CAF nette se réduit

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------|------|------|------|------|
| CCPBS | 0,76 | 0,92 | 0,90 | 0,85 |
| Région | 0,87 | 0,86 | 0,87 | 0,84 |
| France | 0,90 | 0,89 | 0,90 | 0,89 |

Source : fiche AEFF 2019

37

Focus sur le schéma de mutualisation

(réf. Article L.5211-39-1 du CGCT)

- ▷ Service mutualisé des autorisations du droit des sols (SIADS) depuis 2015
- ▷ Marchés publics mutualisés :
 - Entretien de voirie
 - Fournitures et petits matériels de bureau
 - Fournitures d'EPI et de petit outillage
- ▷ Étude de mutualisation du parc informatique
- ▷ Poursuite du groupe de travail Ressources Humaines avec les Communes membres
- ▷ Mise à disposition du conseiller de prévention pour les Communes membres
- ▷ Règlement Général sur la Protection des Données : prestation du CDG29 mutualisée pour la CCPBS et les Communes membres

Grandes orientations & actions nouvelles 2021 par commission



39

1. Finances, RH, GEMAPI

Fonctionnement

- ▷ Finances & Commande publique :
 - Le travail de prospective financière engagé depuis 2015 a été actualisé afin de disposer des éléments nécessaires à la décision. Il fait l'objet d'une présentation à l'occasion du DOB.
 - Pacte financier et fiscal de solidarité à poursuivre avec l'adoption du projet de territoire.
- ▷ Ressources humaines pour l'ensemble des budgets (principal, eau, assainissement, CLIC et portage des repas) : **6 400 000 €**
- ▷ Marché mutualisé pour EPI et petit outillage avec 6 communes en 2021.
- ▷ Poursuite de la réflexion sur l'étude de mutualisation du parc informatique et des besoins à mutualiser.

1. Finances, RH, GEMAPI

Informatique

Fonctionnement

- Matériel informatique : **19 900 €**
- Télécommunications : **77 800 €**
- Logiciels : **138 500 €**
- Mise en conformité RGPD : **2 919 €**

Investissement

- Matériel informatique : **73 200 €**
- Fibrage du site Rue Charles Le Bastard : **4 500 €**
- Télécommunications : **6 250 €**
- Logiciels : **68 500 €** (exemples : logiciels Marchés et gestion du temps)

1. Finances, RH, GEMAPI

Investissement

▷ Équipements communautaires

- Marchés de travaux : Centre Technique Communautaire de Kérist (1 140 000 € en 2021) et nouvelle extension des Locaux du siège (300 000 € en 2021).
- Aquasud : Changement des filtres à sable (90 000 €) & renouvellement de matériel (36 000 €).

▷ GEMAPI : 458 004 € de dépenses financées par 326 534 € de subventions & fonds de concours en 2021

- Études et travaux (digue de Kermor, confortement dunaire Lehan, Treustel, Sables blancs, Ster,...).
- Le coût des travaux va sensiblement s'accentuer à partir de 2024 (2,1 M€ par an entre 2024 & 2026).

2. Services à la population & solidarités

Petite Enfance – Jeunesse

Fonctionnement

- Participation au fonctionnement des associations Ti-Liou, Hamac & Trampoline : **266 129 €** en 2021

APEPB RPAM : **57 215 €**

APEPB Multi accueil (62 000 heures) : **179 800 €**

Provisions pour imprévus : **10 000 €**

Hamac & Trampoline : **9 014 €**

Réseau Parentalité : **700 €**

Patouille & Cie : **2 500 €**

MPT Café des Parents (3/an) : **900 €**

Point Accueil Écoute Jeunes : **6 000 €**

Investissement

- Travaux de modernisation sur l'accueil Ti-Liou : **450 000 €** (Coût global de 1,9 M€ pour l'opération sur 2018-2021)
- Étude préalable de faisabilité de Micro-crèches (10 places) au Guilvinec et à Combrit : **50 000 €** par projet sur 2021.
- Mobilier et petit matériel (projet ludothèque) : **5 000 €**

2. Services à la population & solidarités

Structure Information Jeunesse

Fonctionnement

- Budget global de **99 675 €** en 2021
- Contribution de la CCPBS à hauteur de **47 189 €**

Investissement

- Mobilier et petit matériel : **3 000 €**

2. Services à la population & solidarités

Portage des repas

Fonctionnement

- Travail de rationalisation du service engagé depuis son transfert à la CCPBS et poursuivi depuis.
- Le déficit est estimé à **40 000 €** pour l'exercice 2021 (maintien du déficit 2020), sous réserve du nombre de repas commandés et livrés sur l'année (objectif 87 000 repas en 2021).

Investissement

- 1 véhicule acquis en 2020. Nouvelle livraison prévue en avril 2021 (**25 000 €**).
- 1 véhicule a été maintenu en location jusqu'en septembre 2022.
- Projet de cuisine centrale engagé pour une livraison attendue fin 2022.

2. Services à la population & solidarités

CLIC du Pays Bigouden

Fonctionnement

- Budget global de **148 330 €** en 2021
- Contribution de la CCPBS à hauteur de **29 414 €**
- Excédent de fonctionnement fin 2020 : **37 664 €**

Investissement

- Disponibilités : **21 841 €**

2. Services à la population et solidarités

Soutien aux structures d'insertion

Fonctionnement

- Subventions associatives : **58 132 €** en 2021

Mission Locale (+2%) : **41 122 €**

Mobil'Emploi (+575 €) : **4 425 €**

ACTIFE (+446 €) : **8 185 €**

Paniers de la Mer : **3 500 €** (Subvention exceptionnelle)

Fondation Massé Trévidy (FJT) : **900 €**
nouvelle subvention (150 € / logement)

Investissement

- Remplacement des véhicules 2 roues Mobil'Emploi : **6 500 €**
(2 scooters électriques et 1 vélo à assistance électrique)

3. Développement économique

Renforcement du couple Région/EPCI en matière de développement économique dans le cadre du SRDEII : mise en œuvre de la stratégie de développement économique validée dans le cadre de la convention avec le Conseil Régional.

Fonctionnement

- Reconducttion de l'enveloppe pour les subventions des partenaires économiques et des évènements d'intérêt communautaire dans le cadre du service public d'accompagnement des entreprises
- Participation au Syndicat Mixte des ports de pêche/plaisance de Cornouaille : **112 000 €**
- Soutien à l'aéroport Quimper Cornouaille : **35 271 €** (convention 2020-2023)

Investissement

- Pass Commerce et Artisanat : enveloppe de **150 000 €** (reste à charge de 80 000 € après contrepartie régionale)
- Reconducttion des aides aux Jeunes Agriculteurs : **15 000 €**
- Participation au Syndicat Mixte des ports de pêche/plaisance de Cornouaille : **203 000 €**

3. Développement économique

Investissement

- Report de l'enveloppe pour l'achat de foncier pour l'extension de la ZA de Prat Gouzien (Techsealab) : **50 000 €**.
- Report de l'enveloppe pour l'achat de foncier et aménagement de la ZA de Kerargont : **451 283 €** en foncier ; **30 000 €** en étude/Mœ.
- Enveloppe pour l'achat de terrain sur la ZA Ti Boutic : **105 000 €**
- Raccordement en eau de mer de la ZA de Toul Car Bras : **5 000 €** pour le solde des études de maîtrise d'œuvre et études réglementaires (budget principal).
- Immobilier d'entreprises : **50 000 €** en 2021 (coûts à préciser selon les arbitrages).
- Projet Maison de l'entreprise/France Services : **100 000 €** en 2021. Une estimation précise des coûts d'investissement/fonctionnement sera communiquée suite aux études préalables.

3. Développement économique

Fonctionnement

- Réalisation d'actions d'animation et de promotion économique sur 2021 : **20 000 €** pour la suite de la campagne « Pensons à demain, Consommons Bigouden » et les actions emploi (programme à définir).
- Site web « Ancrez-vous en Pays Bigouden » : **10 000 €** pour mise à jour, réalisation de portraits écrits et vidéo d'entrepreneurs « qui se sont ancrés en Pays Bigouden ».

Investissement

- Abattoir du Faou : **30 000 €** en 2021 (puis 40 000 € en 2022) sous réserve d'arbitrage définitif

3. Aménagement / Planification

Fonctionnement (hors habitat)

► Dépenses : 505 000 €

- Charges diverses (Logiciel, Fournitures, Bâtiment, etc...) : 55 000 €
- Total : 505 000 € (avec chapitre 012) dont 400 000 € affectés au SIADS et donnant lieu à facturation auprès des Communes

► Recettes : 350 000 €

- Révision des modalités de facturation du coût du service ADS aux Communes, un tiers des dépenses de fonctionnement des Communes du PBS étant prises en charge par la CCPBS
- Recettes de fonctionnement provenant des Communes (HPB et PBS) : 350 000 €

3. Habitat

Fonctionnement

- Mise en œuvre et poursuite du PLH, financement de l'ingénierie **146 661 €** de dépenses et **100 251 €** de recettes

OPAH « Osez rénover » (fin en juin 2021) et étude pré-opérationnelle pour nouvelle OPAH : dépenses 129 735 € / recettes 100 251 €

Osez investir : dépenses 14 500 €
Logiciel gestion demande locative : dépenses 2 426 €

- Aire d'accueil des gens du voyage **85 000 €** de dépenses pour **50 000 €** de recettes

Gestion aire permanente : 70 000 € de dépenses ; 50 000 € de recettes
Grands rassemblements : 15 000 € de dépenses

Investissement

- Mise en œuvre et poursuite du PLH : **557 000 €** ➔ Amélioration de l'habitat privé : 200 000 € (hors aides de l'ANAH) ; FIFI : 275 000 € ; production de logements locatifs sociaux : 70 000 € ; Finistère Solidarité Logement (FSL) : 12 000 €
- Aménagement Aire d'accueil de gens du voyage : **135 118 €** de dépenses en 2021 (solde) sur un coût global de 1,5 M€
Recettes de **341 500 €** en 2021 au titre de la participation de la CCHPB

4. Tourisme et nautisme

Fonctionnement

- Contribution au fonctionnement de l'Office de Tourisme communautaire : **855 000 €** (la CCPBS perçoit la taxe de séjour sur son budget principal à hauteur de 563 807 € en 2020 et déduit 238 K€ des attributions de compensation). Une décision modificative pourra être étudiée pour ajuster le budget.
- Étude pour la révision de la stratégie touristique incluant une réflexion sur l'hébergement marchand touristique : **40 000 €**
- Actions de développement touristique : **12 000 €** en lien avec le nautisme, l'emploi et les restaurateurs (programme à définir)
- Loyer OT de Pont-l'Abbé : **13 000 €**

Investissement

- Travaux dans les locaux des bureaux d'information touristique : **30 000 €** prévu au PPI sur 2021, pour une enveloppe totale programmée à ce jour de 140 000 € (estimation basse de remise à niveau hygiène & sécurité).
- Conserverie Le Gall : fonds de concours de **150 000 €** en 2021 (coût total de 300 000 €)
- Tronoën : **100 000 €** en 2021 pour le démarrage des travaux (coût global de 1,5 M€ ; prévision de 800 000 € de subventions)

5. Eau & Assainissement

Investissement

▷ Zoom Budget annexe Eau potable :

- Sécurisation ressource en eau brute, bâche,(études & travaux) : **2 100 000 €** (130 000 € sur 2021 / 1 900 000 € sur 2022)
- Travaux Barrage (continuité écologique...) : **400 000 €** (en 2022)
- Augmentation stockage Eau traitée (début des travaux fin 2021) : **4 100 000 €** (400 000 € sur 2021 / 3 700 000 € sur 2022)
- Programme AEP 2021 & solde 2020 (renouvellement, extension, renforcement) : **2 500 000 €**
- Réhabilitation du château d'eau de Bringall : **400 000 €** (en 2022)

5. Eau & Assainissement

Investissement

▷ Zoom Budget annexe Assainissement :

- Travaux Réseau & Postes de relèvement : **6 000 000 €**
 - Besoin d'emprunt de **4 300 000 €** estimé lors du travail de prospective réalisé en décembre 2020 (si réalisation des 6 000 000 € de travaux sur les réseaux).
 - **Dette estimée à une dizaine d'année pour cette opération et le renouvellement classique à hauteur de 3 500 000 € par la suite.**
- Travaux sur la station d'épuration de Combrit (Bactériologie) :
 - 2021 : **75 000 €**
 - 2022 : **500 000 €**

6. Environnement Déchets

Fonctionnement

▷ Déchets :

- Évolution des dépenses de fonctionnement 2020 : **-353 088 €**
 - Baisse des dépenses de carburants
 - Baisse des dépenses de traitement / Transfert VALCOR
- Évolution des recettes de fonctionnement 2020 : **-556 286€**
 - Baisse des soutiens
 - Baisse des reventes de Matériaux
 - Baisse de facturation en déchèterie et de redevance spéciale
 - Dynamisme de la TEOM (+100 000 €)
- Reste à charge supplémentaire 2020 : **203 198 €**

6. Environnement Déchets

Investissement

▷ Déchets – Opérations reconduites

- Usine de Lézinadou - Sécurisation des rejets NH4 et vérification du pH : **80 000 €**
- ISDnd de Tréméoc - Couverture des bassins lixiviats et gestion des eaux pluviales : **485 000 €**

▷ Déchets – Opérations nouvelles

- Usine de Lézinadou – Protection Incendie (rajout de caméras) : **100 000 €**
- Matériel divers (conteneurs, colonnes) : **60 000 €**
- Véhicule de collecte (Benne OM) : **205 000 €** en 2021

6. Espaces naturels & Randonnée

Fonctionnement

- Réfection d'équipements de mise en défense des milieux naturels (La Torche et Kermabec) : **19 800 €**
- Reprise bande roulement parking La Torche : **48 000 €**
(négociation à avoir avec le Conservatoire du Littoral pour prise en charge)
- Participation étude CEREMA au titre de la randonnée / mobilités : **12 000 €**

Investissement

- Matériels techniques pour équipe d'entretien des espaces naturels :
- Epareuse : **36 544 €**
- Broyeur forestier : **22 116 €**
- Camion : **24 000 €**

6. Très Haut Débit

Investissement

- ▷ Très Haut Débit – phase pluriannuelle 1 (2019-2023) :
 - **885 105 €** en 2021
 - Déploiement sur Pont-l'Abbé (1 455 prises), Trégueennec (391 prises) et Loctudy (1 436 prises) \\\ [445€ par prise]
- ▷ Montée en débit – phase pluriannuelle 2021 :
 - **22 500 €** en 2021
- ▷ Investissement total 2020-2026 : **13 500 000 €**



59

Les orientations budgétaires de la CCPBS Scénarios de prospective

L'approche prospective

- ▷ Travaux réalisés avec l'appui et l'expertise du cabinet Finance Active ;
- ▷ À partir des estimations de réalisations 2020 et des informations remontées par les commissions et groupes de travail ;
- ▷ Une projection des investissements jusqu'à 2026 (dans l'attente de l'écriture du projet de territoire) ;
- ▷ Des scénarios agissant sur plusieurs leviers pour mesurer notre capacité à faire ;
- ▷ Des arbitrages et priorisations au vu des éléments portés à connaissance ;
- ▷ Des principes à respecter :
 - Ratios de désendettement < 7 ans
 - Fonds de roulement de 1,2 M€ (soit 1 mois de dépenses de fonctionnement)

Situation 2020 du Budget Principal (*dépenses et recettes réelles*)

| Masses budgétaires | 2020 |
|---------------------------------|-------------|
| Recettes de fonctionnement | 22 704 467 |
| Dépenses de fonctionnement | 20 013 006 |
| Dont intérêts de la dette | 119 102 |
| Recettes d'investissement | 1 284 017 |
| Dont emprunts souscrits en 2020 | 0 |
| Dépenses d'investissement | 6 640 477 |
| Dont capital de la dette | 512 549 |
| Dont P.P.I | 6 050 896 |

| Endettement | 2020 |
|-------------------------------------|-------------|
| En-cours au 1 ^{er} janvier | 3 247 943 |
| Ratio de désendettement | 1 an |
| Annuité | 631 651 |
| Dont Capital | 512 549 |
| Dont intérêts | 119 102 |

| Soldes financiers | 2020 |
|-----------------------------------|-------------|
| Épargne de gestion | 2 740 828 |
| Épargne brute | 2 621 726 |
| Épargne nette | 2 109 177 |
| | |
| Fonds de roulement en début d'ex. | 3 718 185 |
| Résultat de l'exercice | -2 664 999 |
| Fonds de roulement en fin d'ex. | 1 053 186 |

| Fiscalité | Bases | Taux | Produit |
|------------------|--------------|-------------|----------------|
| CFE | 7 439 191 | 24,61 | 1 830 785 |
| TH | 78 609 070 | 10,45 | 8 214 648 |
| FB | 53 492 000 | 0,00 | 0 |
| FNB | 900 500 | 2,35 | 21 162 |

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Immobilisations corporelles (Chap. 20 21 et 23 hors opérations) | 333 955 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 5 498 722 |
| Haut Débit | 878 526 | 885 105 | 885 105 | 885 105 | 885 105 | 885 105 | 885 105 | 7 915 327 |
| Cinéma Pont-l'Abbé | 400 000 | | | | | | | 800 000 |
| GEMAPI | 514 888 | 458 004 | 450 000 | 650 000 | 2 166 667 | 2 166 667 | 2 166 667 | 9 099 798 |
| Extension du siège communautaire | 172 994 | 300 000 | 1 400 000 | | | | | 3 086 420 |
| Extension locaux techniques Kerist | 1 132 412 | 1 140 000 | | | | | | 2 450 284 |
| Construction d'une Aire d'accueil des gens du voyage | 971 795 | 140 000 | | | | | | 1 458 632 |
| Travaux sur locaux Ti Liou | 1 025 136 | 800 000 | | | | | | 1 936 976 |
| Aménagement site de Tronoen | | 100 000 | 375 000 | 375 000 | 375 000 | 275 000 | | 1 557 073 |
| Mise aux normes OT | | 30 000 | 40 000 | 70 000 | | | | 140 000 |
| Travaux sur installations communautaires opérat° 16-18-19-33-34 (UOM en 2019 et 2020 et ISDN 2021) | 3 360 | 565 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 1 440 301 |
| Immobilier économique | 900 | 50 000 | 200 000 | 200 000 | | | | 463 776 |
| MSAP frais d'architecte | | 100 000 | | | | | | 100 000 |
| Service Information Jeunesse (SIJ) | 12 810 | | | | | | | 152 308 |
| Micro crèche Est Pays Bigouden Sud | | 50 000 | 300 000 | 250 000 | | | | 600 000 |
| Micro crèche Ouest Pays Bigouden Sud | | 50 000 | 300 000 | 250 000 | | | | 600 000 |
| Contribution SMPPPC | 203 000 | 203 000 | 203 000 | 203 000 | 203 000 | 203 000 | 203 000 | 1 624 000 |
| Conserverie Le Gall | | 150 000 | 150 000 | | | | | 300 000 |
| Abattoir du Faou | | 30 000 | 40 000 | | | | | 70 000 |
| Subventions et FDC Divers (Sites d'intérêt communautaire Pass Commerce et Jeunes Agriculteurs) | 285 771 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 300 000 | 2 540 269 |
| PLH | 103 766 | 557 000 | 350 000 | 350 000 | 350 000 | 350 000 | 350 000 | 3 145 019 |
| PLUIH | | | 125 000 | 125 000 | 75 000 | 75 000 | | 400 000 |
| Canalisation eau de mer | 11 583 | 15 000 | | | | | | 94 520 |
| Port de plaisance du Guilvinec | | | | | | 500 000 | 1 000 000 | 1 500 000 |
| Total | 6 050 896 | 6 523 109 | 5 818 105 | 4 358 105 | 5 054 772 | 5 454 772 | 5 604 772 | 46 973 425 |

PPI – Scénario de base : les financeurs du PPI

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Divers | 218 039 | 465 672 | 302 500 | 352 500 | 541 667 | 541 667 | 541 667 | 3 154 380 |
| Département | 169 406 | 58 184 | 112 500 | 162 500 | 541 667 | 541 667 | 541 667 | 2 204 605 |
| État | 223 435 | 442 105 | 312 500 | 362 500 | 741 667 | 1 041 667 | 541 667 | 3 835 800 |
| Région | 80 000 | 18 320 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 98 320 |
| Total | 690 880 | 984 281 | 727 500 | 877 500 | 1 825 001 | 2 125 001 | 1 625 001 | 9 293 105 |

PPI – Scénario de base : le coût net annuel

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Programmes (a) | 6 050 896 | 6 523 109 | 5 818 105 | 4 358 105 | 5 054 772 | 5 454 772 | 5 604 772 | 46 973 425 |
| Financeurs (b) | 690 880 | 984 281 | 727 500 | 877 500 | 1 825 001 | 2 125 001 | 1 625 001 | 9 293 105 |
| Total (a-b) | 5 360 016 | 5 538 828 | 5 090 605 | 3 480 605 | 3 229 771 | 3 329 771 | 3 979 771 | 37 280 320 |

PPI – Scénario de base : détail des hypothèses

Envoyé en préfecture le 02/03/2021
Reçu en préfecture le 02/03/2021
Affiché le
ID : 029-242900702-20210218-C_2021_02_18_07-DE

- ▷ Dépenses de fonctionnement :
 - Option de +2,50% à partir de 2022 pour le chapitre 011 (charges générales) et de +2% à partir de 2022 pour le chapitre 012 (charges de personnel). Il s'agit là d'hypothèses prudentes et non d'objectif à atteindre pour la collectivité.
 - Chapitre 014 (attribution de compensation et FNGIR) figé à 6,56 M€.
 - Chapitre 65 (subventions et participations) : prévision d'une hausse annuelle de 2 à 3% par an selon les dépenses concernées. Contributions SIOCA, VALCOR et SPL revues à la hausse. On retient également l'impact à venir des micro-crèches (120 000 € par an à partir de 2023).
 - Chapitre 66 (intérêts de la dette) : repris à partir du logiciel de gestion des emprunts.
- ▷ Recettes de fonctionnement :
 - Chapitre 013 (remboursements de salaires) figé à 100 000 €.
 - Chapitre 70 (produits des services) estimation de +1,82% pour 2021 et rebond post COVID de +17,86% (en lien avec la fermeture d'AQUASUD) puis +1% par la suite.
 - Chapitres 73 (fiscalité) et 74 (dotations) estimés avec l'impact de la réforme de la taxe d'habitation. Évolution inscrite à hauteur de +1 à +1,20% par an à compter de 2022.
 - Chapitre 75 (autres produits) figé à hauteur de 45 000 €.



65

PPI – Scénario de base : détail des hypothèses

- ▷ Recettes d'investissement – Subventions :
 - Aménagement site de Tronoën : 100 000 € par an (2022 et 2023) puis 200 000 € en 2024 et 500 000 € en 2025.
 - GEMAPI : 326 534 € en 2021 ; 337 500 € en 2022 ; 487 500 € en 2023 ; 1 625 001 € sur 2024-2025-2026
 - Micro-crèches : 70 000 € (x2) sur 2022 et 70 000 € (x2) sur 2023 au titre des aides de la CAF.
 - PLUiH : 50 000 € sur 2022 et 50 000 € sur 2023.
 - Prise en compte également des recettes de FCTVA sur les programmes développés (nb : taux de FCTVA de 16,404%)
 - Sur 2021 figurent les soldes de subventions relatifs aux projets en cours de finalisation (modernisation Ti-Liou, Aire d'accueil des gens du voyage)



66

Les différents scénarios

- ▷ L'objectif est de tester différentes hypothèses dans plusieurs scénarios avec comme objectif de réaliser les projets dans le respect des principes que nous avons évoqués.
- ▷ En commission des finances élargie aux Maires, plusieurs scénarios ont été présentés afin d'apprécier les tendances et leviers pouvant être mobilisés.
- ▷ Au vu de la situation de la fonction « 812 – Déchets » détaillée précédemment, il a été privilégié une présentation de prospective s'appuyant sur le levier de la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).
- ▷ En raison de l'inconnue sur l'évolution de la compensation de TVA (en lien avec la suppression de la Taxe d'Habitation), le premier scénario se base sur les prévisions d'inflation, le second sur les prévisions de croissance économique.

Les différents scénarios

Pourquoi présenter l'option d'une hausse de TEOM ?

- ▷ Un reste à charge sur la fonction « 812 – Déchets » qui s'accroît et ce, en raison de l'augmentation des coûts associée à la diminution des recettes.
- ▷ La réforme de la Taxe d'Habitation a réduit de 271 504 € les produits fiscaux (via l'annulation du taux de TH de 10,45% voté en 2018).

Les conséquences liées à cet arbitrage :

- ▷ Le passage à une TEOM de 9,62% apporterait 558 567 € de recettes fiscales supplémentaires.
- ▷ L'impact de cette décision serait en moyenne de 17 € par foyer fiscal (évaluation réalisée à partir des valeurs locatives moyennes des communes).

Scénario 1 : PPI de base avec TEOM à 9,62% en 2021 et équilibre par l'emprunt

Hypothèse d'évolution de la compensation de TVA en fonction des prévisions d'inflation

Scénario 1 : Évolution de la compensation de TVA selon les prévisions d'inflation

Les masses budgétaires

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 22 704 467 | 23 414 234 | 23 476 171 | 23 665 042 | 23 880 648 | 24 106 338 | 24 342 844 |
| Dépenses de fonctionnement | 20 013 006 | 21 230 235 | 21 591 710 | 22 007 768 | 22 301 966 | 22 633 841 | 22 988 856 |
| dont intérêts de la dette | 119 102 | 96 543 | 114 959 | 146 697 | 160 766 | 169 517 | 193 470 |
| Recettes d'investissement | 1 284 017 | 4 859 724 | 4 459 611 | 3 417 765 | 4 331 441 | 4 962 931 | 5 362 661 |
| dont emprunts souscrits | 0 | 3 178 601 | 3 147 308 | 2 163 793 | 1 974 676 | 2 322 571 | 3 267 412 |
| Dépenses d'investissement | 6 640 477 | 6 896 910 | 6 344 072 | 5 075 038 | 5 910 123 | 6 435 428 | 6 716 649 |
| dont capital de la dette | 512 549 | 373 801 | 525 967 | 716 933 | 855 351 | 980 656 | 1 111 877 |
| dont P.P.I | 6 050 896 | 6 523 109 | 5 818 105 | 4 358 105 | 5 054 772 | 5 454 772 | 5 604 772 |

Les soldes financiers

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 2 740 828 | 2 150 543 | 1 999 420 | 1 803 971 | 1 739 449 | 1 642 013 | 1 547 459 |
| Epargne brute | 2 621 726 | 2 054 000 | 1 884 461 | 1 657 274 | 1 578 682 | 1 472 497 | 1 353 988 |
| Epargne nette | 2 109 177 | 1 680 198 | 1 358 494 | 940 341 | 723 332 | 491 841 | 242 111 |

Fonds de roulement et résultat prévisionnel

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Fonds de roulement en début d'exercice | 3 718 185 | 1 053 186 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 |
| Résultat de l'exercice | -2 664 999 | 146 814 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 1 053 186 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 |

Endettement

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| Encours au 31 décembre | 2 442 323 | 5 247 122 | 7 868 463 | 9 315 323 | 10 434 649 | 11 776 563 | 13 932 098 |
| Ratio de désendettement | 0,9 an | 2,6 ans | 4,2 ans | 5,6 ans | 6,6 ans | 8 ans | 10,3 ans |
| Emprunt | 0 | 3 178 601 | 3 147 308 | 2 163 793 | 1 974 676 | 2 322 571 | 3 267 412 |

Ratio qui se dégrade

Scénario 1bis : PPI de base avec TEOM à 9,62% en 2021 et équilibre par l'emprunt

Hypothèse d'évolution de la compensation de TVA en fonction des prévisions de croissance

Scénario 1bis : Évolution de la compensation de TVA selon les prévisions de croissance

Les masses budgétaires

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement | 22 704 467 | 23 414 234 | 23 747 829 | 24 014 937 | 24 298 697 | 24 594 514 | 24 903 169 |
| Dépenses de fonctionnement | 20 013 006 | 21 230 235 | 21 591 710 | 22 003 693 | 22 292 582 | 22 618 045 | 22 962 644 |
| dont intérêts de la dette | 119 102 | 96 543 | 114 959 | 142 622 | 151 382 | 153 721 | 167 259 |
| Recettes d'investissement | 1 284 017 | 4 859 724 | 4 187 953 | 3 047 511 | 3 865 285 | 4 391 711 | 4 674 838 |
| dont emprunts souscrits | 0 | 3 178 601 | 2 875 651 | 1 793 539 | 1 508 520 | 1 751 351 | 2 579 589 |
| Dépenses d'investissement | 6 640 477 | 6 896 910 | 6 344 072 | 5 058 754 | 5 871 400 | 6 368 180 | 6 615 362 |
| dont capital de la dette | 512 549 | 373 801 | 525 967 | 700 649 | 816 628 | 913 408 | 1 010 590 |
| dont P.P.I | 6 050 896 | 6 523 109 | 5 818 105 | 4 358 105 | 5 054 772 | 5 454 772 | 5 604 772 |

Les soldes financiers

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 2 740 828 | 2 150 543 | 2 271 078 | 2 153 866 | 2 157 497 | 2 130 190 | 2 107 784 |
| Epargne brute | 2 621 726 | 2 054 000 | 2 156 119 | 2 011 244 | 2 006 115 | 1 976 469 | 1 940 525 |
| Epargne nette | 2 109 177 | 1 680 198 | 1 630 151 | 1 310 595 | 1 189 488 | 1 063 061 | 929 935 |

Fonds de roulement et résultat prévisionnel

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Fonds de roulement en début d'exercice | 3 718 185 | 1 053 186 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 |
| Résultat de l'exercice | -2 664 999 | 146 814 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fonds de roulement en fin d'exercice | 1 053 186 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 | 1 200 000 |

Endettement

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|
| Encours au 31 décembre | 2 442 323 | 5 247 122 | 7 596 805 | 8 689 696 | 9 381 589 | 10 219 531 | 11 788 530 |
| Ratio de désendettement | 0,9 ans | 2,6 ans | 3,5 ans | 4,3 ans | 4,7 ans | 5,2 ans | 6,1 ans |
| Emprunt | 0 | 3 178 601 | 2 875 651 | 1 793 539 | 1 508 520 | 1 751 351 | 2 579 589 |

Ratios conformes

Conclusion

- ▷ Prolongation en 2021 de l'impact COVID-19 sur les produits des services (notamment AQUASUD).
- ▷ Baisse à venir sur la CFE et CVAE en 2021 & 2022 de l'ordre de -5% en conséquence de la crise sanitaire.
- ▷ Après l'adoption du projet de territoire, il conviendra de repasser sur les hypothèses d'évolution renseignées en dépenses et recettes de fonctionnement afin de conserver des marges de manœuvre sur le taux d'épargne nette.
- ▷ Cette épargne doit être suffisante pour absorber de nouvelles charges financières en cas de nouvel emprunt en 2022 ou plus tard par la CCPBS.



Annexe A

BUDGET PRINCIPAL - ÉTAT DE LA DETTE 2021

| Référence | Organisme prêteur | Date de signature | Nominal | Type de taux | Index | Capital restant dû au 01/01/2021 | Durée résiduelle (en années) | Annuité de l'exercice | |
|----------------------|------------------------------|-------------------|--------------|--------------|--|----------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Capital | Charges d'intérêt (15) |
| 2007-001 | DEXIA CL | 21/07/2006 | 3 000 000,00 | C | Taux fixe à 2,5 % | 1 221 885,56 | 6,5 | 161 894,23 | 56 367,98 |
| 2001-002 | DEXIA CL | 28/08/2001 | 457 347,05 | V | Euribor 3M-Floor -0,16 sur Euribor 3M + 0,16 | 31 777,45 | 0,92 | 31 777,45 | 0,00 |
| 2002-001 | DEXIA CL | 28/08/2001 | 304 898,03 | V | Euribor 3M-Floor -0,16 sur Euribor 3M + 0,16 | 25 938,95 | 1,17 | 20 659,27 | 0,00 |
| 85100384 | CAISSE D'EPARGNE | 25/10/2013 | 123 469,24 | F | Taux fixe à 3,25 % | 55 704,19 | 4,57 | 11 017,06 | 1 700,18 |
| 4028364 | CAISSE D'EPARGNE | 15/02/2016 | 54 859,90 | F | Taux fixe à 2,23 % | 44 050,74 | 10,37 | 3 766,30 | 950,98 |
| 7809055 | CAISSE D'EPARGNE | 29/10/2010 | 49 026,39 | F | Taux fixe à 3,12 % | 32 445,87 | 4,9 | 6 002,14 | 941,50 |
| 00241258820 | CREDIT AGRICOLE | 22/12/2008 | 9 632,04 | F | Taux fixe à 4,5 % | 5 138,67 | 2,96 | 1 636,92 | 203,88 |
| 00248128284 | CREDIT AGRICOLE | 22/12/2008 | 24 650,00 | V | (Moyenne Euribor 3M + 0,49)-Floor -0,49 sur Moyenne Euribor 3M | 14 450,00 | 4,02 | 3 400,00 | 0,00 |
| 00255015500 | CREDIT AGRICOLE | 18/11/2011 | 33 778,26 | F | Taux fixe à 4,35 % | 23 944,78 | 5,87 | 3 571,86 | 983,86 |
| 07010370810 | CREDIT AGRICOLE | 20/01/2011 | 5 447,29 | F | Taux fixe à 3,6 % | 1 434,94 | 0,04 | 1 434,94 | 51,66 |
| 07010370811 | CREDIT AGRICOLE | 22/12/2006 | 8 181,00 | F | Taux fixe à 3,99 % | 2 168,75 | 0,96 | 2 168,75 | 54,35 |
| 10000204380 | CREDIT AGRICOLE | 09/07/2015 | 41 817,59 | F | Taux fixe à 2,32 % | 33 057,55 | 9,54 | 3 057,74 | 740,48 |
| 10000321022 | CREDIT AGRICOLE | 19/01/2017 | 58 171,60 | F | Taux fixe à 1,22 % | 46 964,18 | 11,37 | 3 827,74 | 555,50 |
| 07235038639 01 | CREDIT MUTUEL | 14/04/2014 | 200 000,00 | F | Taux fixe à 3,17 % | 124 788,76 | 8,41 | 13 003,18 | 3 802,24 |
| MON523420EUR-BP | BANQUE POSTALE | 18/12/2018 | 64 938,17 | F | Taux fixe à 0,96 % | 53 572,37 | 8,08 | 6 493,60 | 497,67 |
| 2007-002 | CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 15/04/2007 | 2 000 000,00 | V | TAG 3M(Postfixé) + 0,05 | 725 000,00 | 7,04 | 100 000,00 | 29 692,78 |
| Total général | | | | | | 2 442 322,78 | | 373 801,16 | 96 543,02 |

Annexe B

Envoyé en préfecture le 02/03/2021

Reçu en préfecture le 02/03/2021

Affiché le

ID : 029-242900702-20210218-C_2021_02_18_07-DE

BUDGET EAU POTABLE - ÉTAT DE LA DETTE 2021

| Référence | Organisme prêteur | Date de signature | Nominal | Type de taux | Index | Capital restant dû au 01/01/2021 | Durée résiduelle (en années) | Annuité de l'exercice | |
|----------------------|--------------------------------|-------------------|--------------|--------------|---|----------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Capital | Charges d'intérêt (15) |
| 2007-003 | SFIL CAFFIL | 25/04/2007 | 3 000 000,00 | C | (Inflation française hors tabac ref. quotidienne + 2,09) + (0,5*Taux fixe 0% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)) | 1 415 500,87 | 7,58 | 159 182,08 | 33 708,98 |
| 2005-003 | CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 16/06/2004 | 1 050 000,00 | V | EONIA(Postfixé) + 0,07 | 283 000,00 | 3,79 | 66 000,00 | 12 338,01 |
| 160325801 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 02/02/2017 | 220 553,60 | F | Taux fixe à 0 % | 193 499,02 | 13,5 | 13 821,38 | 0,00 |
| 160325802 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 02/02/2017 | 145 001,20 | F | Taux fixe à 0 % | 127 214,39 | 13,5 | 9 086,74 | 0,00 |
| Total général | | | | | | 2 019 214,28 | | 248 090,18 | 46 044,99 |

Annexe C

BUDGET ASSAINISSEMENT DSP - ÉTAT DE LA DETTE 2021

| Référence | Organisme prêteur | Date de signature | Nominal | Type de taux | Index | Capital restant dû au 01/01/2021 | Durée résiduelle (en années) | Annuité de l'exercice | |
|-------------|------------------------------------|-------------------|------------|--------------|--|----------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Capital | Charges d'intérêt (15) |
| 1231585 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 09/10/2012 | 470 801,55 | F | Taux fixe à 4,42 % | 350 258,81 | 6,83 | 43 784,10 | 15 481,44 |
| 5022612 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 15/01/2014 | 222 000,01 | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 185 000,02 | 14,17 | 12 333,33 | 2 775,00 |
| 5040856 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 21/07/2014 | 385 714,29 | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 321 428,58 | 14,58 | 21 428,57 | 4 821,43 |
| 5073307 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 06/12/2014 | 380 000,00 | V | (Livret A + 1)-Floor 0 sur Livret A | 320 000,00 | 15 | 20 000,00 | 5 600,00 |
| 5114845 | CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 21/12/2015 | 747 313,31 | V | (Livret A + 0,75)-Floor 0 sur Livret A | 650 403,81 | 15 | 34 200,45 | 7 933,35 |
| 020041 | CREDIT AGRICOLE | 01/02/2004 | 96 621,72 | F | Taux fixe à 4 % | 58 434,44 | 3,25 | 13 760,73 | 2 337,38 |
| 200604 | CREDIT AGRICOLE | 06/07/2006 | 167 941,02 | F | Taux fixe à 4,15 % | 118 634,31 | 5,62 | 17 818,21 | 4 923,32 |
| 200403 | CREDIT AGRICOLE | 17/11/2006 | 142 994,03 | F | Taux fixe à 3,85 % | 105 811,47 | 6,21 | 13 432,42 | 4 086,04 |
| 8 | CREDIT AGRICOLE | 17/11/2006 | 155 173,20 | F | Taux fixe à 4,1 % | 114 975,09 | 6,21 | 14 512,83 | 4 713,98 |
| 08001580834 | CREDIT AGRICOLE | 01/03/2005 | 109 391,61 | V | (Moyenne Euribor 3M + 0,11)-Floor -0,11 sur Moyenne Euribor 3M | 70 630,37 | 4,5 | 13 505,36 | 0,00 |
| 17 Ass | CREDIT AGRICOLE | 26/08/2010 | 58 923,15 | F | Taux fixe à 3,68 % | 47 884,65 | 11,37 | 3 244,41 | 1 761,42 |
| 16 Ass | CREDIT AGRICOLE | 26/08/2010 | 330 248,48 | F | Taux fixe à 3,48 % | 272 149,04 | 10,12 | 20 729,75 | 9 470,79 |
| 12 Ass | CAISSE D'EPARGNE | 15/08/2009 | 340 216,14 | F | Taux fixe à 4,81 % | 272 453,04 | 8,48 | 24 888,34 | 13 287,00 |
| 20200413 | CAISSE D'EPARGNE | 13/12/2002 | 30 811,78 | F | Taux fixe à 4,85 % | 13 222,34 | 1,97 | 6 451,59 | 525,13 |
| 020012 | DEXIA CL | 29/03/2002 | 117 710,70 | V | TAG 3M(Postfixé) + 0,22-Floor -0,22 sur TAG 3M(Postfixé) | 50 356,19 | 1,25 | 24 598,89 | 0,00 |
| 13 Ass | DEXIA CL | 27/07/2010 | 63 585,82 | F | Taux fixe à 2,57 % | 50 732,53 | 9,75 | 4 508,67 | 1 260,61 |
| 14 Ass | DEXIA CL | 27/07/2010 | 198 084,61 | F | Taux fixe à 3,52 % | 158 416,72 | 9,75 | 13 462,09 | 5 399,87 |
| 10000273778 | CREDIT AGRICOLE | 27/06/2016 | 450 000,00 | F | Taux fixe à 1,2 % | 330 600,51 | 10,54 | 28 988,72 | 3 837,08 |
| 10000273753 | CREDIT AGRICOLE | 27/06/2016 | 150 000,00 | F | Taux fixe à 1,45 % | 110 751,98 | 10,54 | 9 591,00 | 1 553,02 |

Annexe C

BUDGET ASSAINISSEMENT DSP - ÉTAT DE LA DETTE 2021

| Référence | Organisme prêteur | Date de signature | Nominal | Type de taux | Index | Capital restant dû au 01/01/2021 | Durée résiduelle (en années) | Annuité de l'exercice | |
|----------------------|--------------------------------|-------------------|--------------|--------------|--|----------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Capital | Charges d'intérêt (15) |
| MON236592EUR | DEXIA CL | 15/12/2005 | 100 000,00 | F | Taux fixe à 3,55 % | 2 137,72 | 0 | 2 137,72 | 19,11 |
| 06002846813 | CREDIT AGRICOLE | 07/02/2003 | 305 000,00 | F | Taux fixe à 4,65 % | 49 944,25 | 2,12 | 21 557,12 | 1 950,12 |
| 87120555 | CAISSE D'EPARGNE | 19/07/2006 | 3 200 000,00 | F | Taux fixe à 4,9 % | 1 088 405,84 | 5,57 | 178 261,14 | 50 765,73 |
| 87130244 | CAISSE D'EPARGNE | 02/07/2013 | 300 000,00 | F | Taux fixe à 5,15 % | 179 817,57 | 7,73 | 19 851,91 | 9 003,08 |
| 6002200822 | CREDIT AGRICOLE | 01/07/2006 | 500 000,00 | F | Taux fixe à 4,22 % | 162 500,54 | 6,42 | 24 999,96 | 6 373,98 |
| 06001718848 | CREDIT AGRICOLE | 10/05/2005 | 300 000,00 | F | Taux fixe à 3,97 % | 89 454,12 | 4,33 | 18 527,67 | 3 277,77 |
| 00051853118 | CREDIT AGRICOLE | 09/07/2007 | 450 000,00 | V | (Moyenne Euribor 3M + 0,1)-Floor -0,1 sur Moyenne Euribor 3M | 223 012,43 | 11,71 | 18 979,76 | 0,00 |
| 10000342097 | CREDIT AGRICOLE | 10/03/2017 | 500 000,00 | F | Taux fixe à 1,79 % | 438 484,18 | 21,21 | 17 117,61 | 7 734,03 |
| 27 | CREDIT AGRICOLE | 08/08/2006 | 22 539,68 | F | Taux fixe à 3,75 % | 5 954,21 | 0,96 | 5 954,21 | 140,20 |
| MON523420EUR ASST | BANQUE POSTALE | 18/12/2018 | 2 099 602,83 | F | Taux fixe à 0,96 % | 1 732 172,27 | 8,08 | 209 960,32 | 16 091,36 |
| DD15581367 | Credit Mutuel de Bretagne | 23/01/2020 | 2 500 000,00 | F | Taux fixe à 0,81 % | 2 406 250,00 | 19,16 | 125 000,00 | 19 109,53 |
| 060149 | CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 13/08/2006 | 450 000,00 | V | (TAM(Postfixé) + 0,08)-Floor -0,08 sur TAM(Postfixé) | 125 000,00 | 4,87 | 25 000,00 | 0,00 |
| 040036 | CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE | 11/03/2004 | 3 000 000,00 | F | Taux fixe à 4,87 % | 696 428,20 | 12,54 | 53 571,40 | 34 387,11 |
| 100134102 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 19/11/2012 | 298 600,00 | F | Taux fixe à 0 % | 195 616,18 | 10,16 | 17 783,29 | 0,00 |
| 2002035622 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 30/09/2002 | 230 000,00 | F | Taux fixe à 0 % | 3 086,71 | 0,08 | 3 086,71 | 0,00 |
| 092003023302 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 02/03/2004 | 106 500,00 | F | Taux fixe à 0 % | 7 100,00 | 0,75 | 7 100,00 | 0,00 |
| 2006030032 | Agence de l'Eau Loire Bretagne | 31/10/2006 | 135 000,00 | F | Taux fixe à 0 % | 36 000,00 | 3,83 | 9 000,00 | 0,00 |
| Total général | | | | | | 11 043 248,12 | | 1 099 118,28 | 238 599,78 |

Vu pour être annexé à la délibération du 18 février 2021,

Page 2

Le Président,
Stéphane LE DOARE